

Le Geai du Rousset en alerte

Le collectif citoyen, constitué depuis mai, en réponse au projet de Center parcs au Rousset a désormais un nom : Le Geai du Rousset. Son objectif : informer les citoyens des enjeux environnementaux, économiques, mais aussi sociaux et juridiques du projet.

Comme le geai, oiseau forestier connu pour alerter ses congénères en cas d'intrusion dans ses bois, le collectif Le Geai du Rousset, constitué en mai dernier, veut alerter la population quant au projet de Center parcs au Rousset. Réuni pour la deuxième fois lundi 23 juin à Joncy, le collectif composé d'Action solidarité rurale (ASR), d'habitants du Rousset (NDLR : une association est en cours de constitution), de la Confédération des associations de protection de l'environnement et de la nature (Capen) 71, d'Autun Morvan écologie et d'Europe écologie Les Verts (EELV) a rappelé ses objectifs : "ouvrir un débat public sur les projets d'aménagements touristique en cours et promouvoir un développement harmonieux du territoire soucieux des ressources, de l'argent public, de la création d'emplois locaux durables et de l'activité sociale et économique locale".

L'aspect environnemental du projet fait évidemment partie de ses préoccupations. "L'eau est l'aspect le plus important. Qu'en est-il de la gestion des effluents ? Comment vont être traitées les eaux usées ? Le dôme qui abritera le Center parcs sera chauffé à 30 °C, avec quelle énergie ?", s'interroge-t-il. "Il y a aussi les questions de pollution visuelle, environnementale et atmosphérique", explique Vincent Talmot, de la Confédération paysanne qui suit le dossier de près.

Une commission du collectif est chargée de se pencher sur l'économie et les enjeux sociaux du projet. "Quelle offre alternative pouvons-nous proposer en matière d'emplois avec les 15 millions d'euros investis par le Conseil général de Saône-et-Loire et le Conseil régional de Bourgogne pour créer la

Sem (Société d'économie mixte) dont le rôle est d'avancer les fonds et de financer l'ensemble des équipements collectifs ? Combien d'emplois locaux, durables et non précaires, pouvons-nous créer ?", souligne Dominique Cornet. Le projet induit l'aménagement du réseau routier. "Qui va payer ?", s'inquiète aussi le collectif qui va également traiter l'aspect juridique du dossier. Son but ultime : informer les citoyens via notamment une fiche de présentation économique et financière du projet qu'il a élaborée. "La population adhère globalement au projet sans rien savoir de ses enjeux. La poudre aux yeux, ce sont les emplois. Le Conseil général ne présente que cet aspect. Forcément si on pose la question êtes-vous pour ou contre la création de trois cents emplois qui dira je suis contre ? Sauf que ce projet revêt des enjeux plus vastes. Ce sont essentiellement des emplois temporaires, précaires et saisonniers qui vont être créés. Le Conseil général et le Conseil régional investissent quinze millions d'euros qui sortent de nos poches. Le groupe Pierre et vacances, qui est en difficulté financière, ne prend pas de risque." Et Alfred Pietrzak, habitant du Rousset d'ajouter : "Aucune réunion publique n'a été organisée. Le groupe Pierre et vacances a seulement fait une réunion d'informations à destination des élus du conseil municipal du Rousset."

Notre objectif est : "d'avoir des réponses sur les points soulevés, que les gens soient informés de ce à quoi va servir notre argent et de réfléchir à des solutions alternatives qui pourraient être financées avec cet argent. Contrairement à ce qui a pu être annoncé, le projet n'est pas du tout ficelé. Il reste encore



beaucoup d'étapes administratives, d'études d'impact..."

Pour cela, le collectif va interroger tous les partenaires (Conseil général, Conseil régional, communautés de communes, communes, syndicat des eaux, associations...). À chaque fois, une lettre ouverte sera distribuée à la population. ASR organise une réunion publique concernant les emplois locaux à la salle des fêtes de Saint-Martin-le-Patrouille vendredi 27 juin à 18 h 30. Un pique-nique sera aussi proposé dimanche 27 juillet sur le site, de même qu'une réunion publique est prévue en septembre à laquelle le Conseil général sera invité.

À la question : êtes vous contre le Center parcs ?, le collectif répond, par la voix de Denis Chérel, habitant Le Rousset : "Nous ne voulons pas apparaître comme forcément contre, mais en tout cas comme des citoyens inquiets, désireux d'une plus grande transparence sur des décisions qui vont impacter nos territoires au quotidien et soucieux d'une bonne gestion des deniers publics. Nous sommes pour une utilisation des fonds publics la plus efficace possible, d'où, selon nous, la nécessité des débats et réunions publiques pour donner au terme démocratie tout son sens."